

Statuts de l'Université d'Orléans

Article 1 – Missions de l'université

L'Université d'Orléans exerce les missions qui lui sont conférées par le code de l'éducation. Ces missions (Article L123-3 du code de l'éducation) sont :

- la formation initiale et continue tout au long de la vie, dont des activités de formation par apprentissage ;
- la recherche scientifique et technologique, la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société. Cette mission repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable ;
- l'orientation, la promotion sociale et l'insertion professionnelle ;
- la diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle ;
- la participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- la coopération internationale.

TITRE I - COMPOSITION DE L'UNIVERSITE

Article 2-1 – Composantes de l'université

- UFR Droit Economie Gestion
- UFR Lettres Langues et Sciences Humaines
- UFR Sciences et Techniques
- Institut Universitaire de Technologie de Bourges
- Institut Universitaire de Technologie de Chartres
- Institut Universitaire de Technologie de l'Indre
- Institut Universitaire de Technologie d'Orléans
- Ecole Polytechnique de l'Université d'Orléans
- Observatoire des Sciences de l'Univers en région Centre (OSUC)
- Ecole Universitaire de Kinésithérapie en région Centre-Val de Loire (EUK CVL)
- Institut national supérieur du professorat et de l'éducation Centre Val de Loire-Académie d'Orléans-Tours (INSPE)

Les quatre IUT, l'école polytechnique de l'université, l'OSUC et l'EUK CVL, sont régis par l'article L713-9 du code de l'éducation.

L'Institut National Supérieur du professorat et de l'éducation Centre Val de Loire-Académie d'Orléans-Tours est régi par les articles L721-1 à L721-3, D721-1 à D721-11 du code de l'éducation.

Article 2-2 – Services communs de l'université

Les services communs sont institués par les articles L714-1 et L714-2 et organisés selon les dispositions des articles D714-1 à D714-106 du code de l'éducation.

Lorsqu'il existe un conseil du service, ce dernier est présidé par le/la Président(e) de l'université ou son (sa) représentant(e).

Les orientations du service sont définies par le Conseil d'Administration ou le Conseil Académique. Un débat sur l'orientation et l'activité de chaque service est organisé, au moins une fois par an, devant le conseil d'administration, auquel le/la Directeur(trice) du service présente un rapport d'activité.

Les services communs de l'université sont :

- le Service Commun de Documentation Universitaire (SCDU) ;

- le Service Universitaire d'Information et d'Orientation (SUIO) ;
- le Service de la Formation Continue (SeFCo) ;
- le Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SUMPPS) ;
- le Service Universitaire des Activités Physiques, Sportives et d'Expression (SUAPSE) ;
- l'Institut de Français (IDF) ;
- l'Université du Temps Libre (UTL).

Les services communs sont régis par des statuts adoptés par le conseil d'administration à la majorité absolue de ses membres en exercice.

Article 2-3 – Institut Confucius.

L'université accueille dans le cadre d'un partenariat avec la Central South University un Institut Confucius. Il a pour mission de renforcer l'apprentissage de la langue et de la culture chinoise, à destination des lycées, universités, entreprises et du grand public et de favoriser les échanges académiques en matière de formation et de recherche.

Article 2.4 intitulé « Département de la Formation médicale »

Le Département de la Formation Médicale est animé par un directeur, nommé par le Président de l'université, parmi les enseignants-chercheurs intervenant dans la formation médicale, après information du conseil d'administration et du conseil académique.

Article 3 – Les Pôles Thématiques

Les Pôles Thématiques sont des groupements thématiques de laboratoires de l'université, ou contractualisés avec des organismes publics de recherche.

Les Pôles Thématiques sont des structures de réflexion, de proposition et de coordination de la Recherche dont les missions sont détaillées dans l'article 5.

Les Pôles Thématiques sont créés, renommés ou dissous par le conseil d'administration de l'université après avis du conseil académique et du comité technique.

Sauf cas particulier, chaque laboratoire est rattaché à un Pôle Thématique conformément à la liste figurant en annexe. Le rattachement des laboratoires est prononcé par le conseil d'administration de l'université après avis de la commission de la recherche.

Les Pôles Thématiques sont :

- Energie, Matériaux, Système Terre, Espace
- Humanités, Cultures, Sociétés
- Modélisation, Systèmes et Langages
- Sciences Biologiques et Chimie du Vivant

TITRE II – FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE

Chapitre 1 - Missions des composantes – Gouvernance

Article 4 - Missions des composantes

Conformément aux dispositions du code de l'éducation les composantes ont pour mission de :

- élaborer, proposer et mettre en œuvre les formations (contenu, démarche pédagogique, évaluation, promotion, animation) en s'appuyant sur les équipes de formation ;
- participer, à la politique scientifique dans le cadre défini par la commission recherche du conseil académique ;
- participer à la mise en œuvre de la politique de ressources humaines en lien avec les pôles thématiques ;
- assurer le suivi de l'insertion professionnelle des diplômés ;

- gérer les moyens affectés à la composante ;
- proposer le Contrat Interne d'Objectifs et de Moyens (CIOM).

Article 5 - Missions des Pôles Thématiques

Les Pôles Thématiques contribuent à l'élaboration des grandes orientations pluriannuelles et des actions à développer dans le périmètre de leur thématique concernant :

- l'articulation formations–recherche ainsi que la cohérence et l'évolution des formations dans une perspective de pluridisciplinarité et de continuum de formation en concertation avec les composantes concernées ;
- la participation à la politique scientifique de l'Université, la coordination des réponses aux appels à projets, la formulation de propositions visant à la mise en synergie des compétences et à la mutualisation de ressources matérielles au sein du Pôle ;
- la politique de valorisation de la recherche.

Les Pôles Thématiques peuvent être sollicités par le/la Président/Présidente du Conseil Académique pour apporter un avis sur des sujets relevant de la politique de Recherche.

Les Pôles Thématiques promeuvent la transversalité des actions de Recherche et encouragent les projets pluridisciplinaires.

Article 6 - Gouvernance des Pôles Thématiques

Les missions des Pôles Thématiques sont coordonnées par un(e) coordonnateur(trice) secondé(e) d'un(e) adjoint(e).

Le/a coordonnateur(ric) et son adjoint(e) sont désigné(e)s par le Président de l'Université parmi les directeurs(rices) des laboratoires du Pôle sur proposition de l'assemblée de chaque pôle thématique.

Cette assemblée est composée des directeurs des laboratoires du pôle. Les Directeurs de composantes en lien avec les laboratoires du Pôle sont invités aux réunions de l'assemblée du Pôle.

Le/a coordonnateur(ric) est désigné(e) pour une période de 2 ans non immédiatement renouvelable.

Article 7 - Les missions des coordonnateurs/coordonnatrices du Pôle Thématique

Les coordonnateurs(trices) du Pôle Thématique mettent en œuvre les missions du Pôle définies à l'article 5 des présents statuts.

Tous les deux ans ils/elles présentent en conseil académique un rapport analysant le bilan des activités du Pôle et formulent des propositions d'évolution pour s'assurer du respect des objectifs stratégiques pluriannuels en termes de recherche et d'adossement de la formation à la recherche.

Les coordonnateurs/coordonnatrices réunissent l'assemblée du Pôle au moins deux fois par an. Ils/elles coordonnent en concertation avec les directeurs(trices) de laboratoires concernés les réponses aux appels à projets structurants.

Ils/elles veillent à coordonner l'animation de la recherche avec les autres partenaires (Organismes de Recherche, Universités, Ecoles, CHRO, etc.) et les actions de partenariat et de valorisation de leur périmètre. Ils/elles apportent leur expertise auprès du (de la) Vice-Président(e) Recherche du Conseil Académique.

Ils/elles peuvent être invité(e)s aux séances de la Commission de Recherche Plénière du Conseil Académique sans voix délibérative.

Ils/elles peuvent être invité(e)s aux séances du Conseil de directeurs en tant que représentant(e)s des laboratoires de recherche à chaque fois que cela s'avère nécessaire, et notamment lors des délibérations sur

les recrutements concernant la recherche (chercheurs, enseignants-chercheurs, personnel d'appui) sans voix délibérative.

Ils/elles sont invité(e)s, en tant que de besoin, aux séances des conseils des composantes sans voix délibérative.

Article 8 - Equipes de formation

Sont instituées des « équipes de formation » dont les membres de statuts permanents sont : des enseignants-chercheurs, des enseignants, des chercheurs, des BIATSS, et des ITA.

Leur composition est définie par le règlement intérieur de chaque composante.

Article 9 - Rattachement des personnels et usagers

Les grands secteurs de formation à l'université d'Orléans sont :

- disciplines juridiques, économiques et de gestion ;
- lettres et sciences humaines et sociales ;
- sciences et technologies.

La répartition des composantes, des disciplines (sections CNU) et des formations entre les grands secteurs ainsi que le rattachement des différentes catégories de personnels et d'usagers sont retracés dans une annexe aux présents statuts.

Le président affecte les personnels BIATSS dans les différents services de l'université.

Préalablement à tout avis défavorable motivé lors d'une demande de mutation, le président consulte la Commission Paritaire d'Etablissement, en application du 4° de l'article L712-2 du Code de l'Education.

Chapitre 2 - Le conseil d'administration

Article 10 – La composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration comprend trente-six membres :

- seize représentant(e)s des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, des enseignants et des chercheurs, en exercice dans l'établissement, dont la moitié de professeurs des universités et personnels assimilés ;
- six représentant(e)s des usagers inscrits dans l'établissement ;
- six représentant(e)s des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques, en exercice dans l'établissement ;
- huit personnalités extérieures à l'établissement.

Le nombre des membres du conseil est augmenté d'une unité lorsque le/la président(e) est choisi(e) hors du conseil d'administration.

Article 11 - Les représentants des enseignants-chercheurs et des usagers

Les sièges des membres élus au conseil d'administration sont répartis selon les dispositions de l'article L719-1 du code de l'éducation.

Pour les élections des seize représentant(e)s des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés et des six représentant(e)s des usagers au conseil d'administration de l'université, chaque liste assure la représentation d'au moins deux des grands secteurs de formation existant à l'université d'Orléans.

Article 12 - Les représentants des usagers

Pour chaque représentant(e) des usagers, un(e) suppléant(e) est élu(e) dans les mêmes conditions que le/la titulaire ; il/elle ne siège qu'en l'absence de ce(tte) dernier(ère).

Article 13 - Les représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques

Les six représentant(e)s des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques en exercice dans l'établissement (Art. L712-3) sont élu(e)s parmi et par un collège unique défini par les articles D719-4, D719-5, et D719-15 du code de l'éducation :

ce collège comprend les personnels ingénieurs, administratifs, techniques et de service, les personnels des bibliothèques, autres que les personnels scientifiques des bibliothèques, et les personnels des services sociaux et de santé.

Il comprend également les membres des corps d'ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche.

Article 14 - Les personnalités extérieures

Les personnalités extérieures comprennent autant de femmes que d'hommes.

Leur mandat est d'une durée de quatre ans.

Les huit sièges réservés aux personnalités extérieures sont répartis ainsi qu'il suit :

- **trois représentant(e)s des collectivités territoriales, désigné(e)s par celles-ci :**
 - Région : 1 siège
 - Métropole d'Orléans : 1 siège
 - Département du Loiret : 1 siège
- **un représentant(e) du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) ;**
- **quatre représentant(e)s, dont au moins un a la qualité d'ancien(ne) diplômé(e) de l'université, désigné(e)s après un appel public à candidatures, notamment via le site internet de l'université d'Orléans, par les membres élus du conseil et les personnalités extérieures désignées par les collectivités territoriales et l'organisme de recherche, dont au moins :**
 - une personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise ;
 - un représentant(e) des organisations représentatives des salariés ;
 - un représentant(e) d'une entreprise employant moins de 500 salariés ;
 - un(e) représentant(e) d'un lycée public de la Métropole orléanaise comportant des classes d'enseignement supérieur.

Les personnalités extérieures désignées par leur collectivité territoriale ou organisme de recherche, le sont avant la première réunion du conseil d'administration.

Une personnalité extérieure ne peut siéger au sein d'un même établissement dans plus d'un des conseils ou commissions prévus aux articles L712-3, L712-5 et L712-6 du code de l'éducation.

Les enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels non enseignants en fonction dans l'établissement ne peuvent être désignés au titre de personnalités extérieures.

Article 15 - Le remplacement d'un membre

En cas d'impossibilité de pourvoir au remplacement d'un membre élu du conseil dans les conditions fixées par l'article D719-21 du code de l'éducation, il est procédé à un renouvellement partiel.

Article 16 - L'organisation de séance extraordinaire

Le conseil peut être réuni en séance extraordinaire sur la demande d'un tiers de ses membres en exercice. Il est convoqué dans le mois qui suit la demande de séance extraordinaire.

Article 17 - Les invités

Les séances du conseil ne sont pas publiques.

L'Agent comptable et le Directeur général des services participent avec voix consultative aux séances du conseil.

Le conseil peut inviter à ses débats toute personne dont la présence lui semble utile, pour l'examen d'un point précis de l'ordre du jour.

Les invités ne prennent pas part aux débats.

Article 18 - La mise en place de commissions

Le conseil d'administration peut créer des commissions, qui assistent le/la Président(e), à titre permanent ou pour une durée qu'il fixe. Il en définit également la composition et les missions.

Article 19 - Les conditions de délibération du conseil

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le conseil ne peut valablement siéger que si le tiers des membres composant la formation est présent et si la moitié est présente ou représentée.

Article 20 - Les modalités de représentation

Les membres empêchés d'assister à une réunion du conseil peuvent s'y faire représenter par un autre membre auquel ils donnent procuration, sous réserve des dispositions légales et réglementaires relatives aux modalités d'élection des présidents d'université. Nul membre présent ne peut être porteur de plus d'un mandat.

Article 21 - Les cas particuliers

Les délibérations relatives aux statuts de l'université et à ses structures internes requièrent la majorité absolue des membres du conseil d'administration en exercice.

La répartition des moyens et le vote du budget requièrent la majorité des membres présents et représentés. Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié des membres en exercice est présente.

Les délibérations relatives à la désignation des personnes (élections, représentation, nominations) requièrent, au premier tour, la majorité absolue et au second tour, la majorité relative des suffrages exprimés.

Les autres délibérations sont prises à la majorité relative des suffrages exprimés.

En cas de partage égal des voix, celle du/de la président(e) est prépondérante.

Pour être acquis, les votes requièrent la majorité des suffrages exprimés, ni les abstentions, ni les votes blancs ne sont pris en compte.

Article 22 - L'élection du/de la Vice-président(e)

La/le vice-président(e) du conseil d'administration est élu(e) conformément aux dispositions de l'article 48 des présents statuts.

Chapitre 3 - Le conseil académique (CAc)

Article 23 - La composition du conseil académique

Le conseil académique regroupe, les membres de la commission de la recherche et ceux de la commission de la formation et de la vie universitaire.

Article 24 - Le/la président(e) du Conseil académique

Le/la président(e) du conseil académique est élu(e) par le conseil académique, dans les conditions prévues à l'article 48.

En cas de partage égal des voix, le/la président(e) du conseil académique a voix prépondérante.

Il/elle est assisté(e) d'un(e) vice-président(e) étudiant(e) élu(e) dans les conditions prévues à l'article 47.

Article 25 - Les sections disciplinaires du conseil académique

Sont constitués au sein du conseil académique la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et enseignants, la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers.

Article 26 - Conseil académique siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs

Le Conseil académique siège en formation restreinte aux enseignants-chercheurs pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière de ces derniers.

Article 27 - Les conditions générales d'organisation du CAC

Les dispositions des articles 15, 16 et 20 des présents statuts sont applicables au conseil académique, ainsi qu'à ses commissions.

Les séances du CAC ne sont pas publiques.

Le conseil peut inviter à ses débats toute personne dont la présence lui semble utile, pour l'examen d'un point précis de l'ordre du jour.

Les invités ne prennent pas part aux débats.

Le CAC peut créer des commissions, qui assistent le/la Président(e), à titre permanent ou pour une durée qu'il fixe. Il en définit également la composition et les missions.

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le conseil ne peut valablement siéger que si le tiers des membres composant la formation est présent et si la moitié est présente ou représentée

Chapitre 4 - La commission de la recherche (CR)

Article 28 - La composition de la commission recherche

La commission de la recherche comprend quarante membres :

- **trente-deux représentant(e)s des personnels dont :**
 - treize représentant(e)s des professeurs et personnels assimilés ;
 - cinq représentant(e)s des personnels habilités à diriger des recherches ne relevant pas des catégories précédentes ;
 - sept représentant(e)s des personnels pourvus d'un doctorat n'appartenant pas aux collèges précédents ;
 - un représentant(e) des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés ;
 - quatre représentant(e)s des ingénieurs et de techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents ;
 - deux représentant(e)s des autres personnels : ce collège comprend tous les personnels mentionnés à l'article D719-4 n'appartenant pas aux collèges précédents ;
- **quatre représentant(e)s des doctorants ;**
- **quatre personnalités extérieures** qui peuvent être des enseignants-chercheurs ou des chercheurs appartenant à d'autres établissements.

Les personnalités extérieures comprennent autant de femmes que d'hommes.

Article 29 - Les représentants des professeurs

Les treize sièges réservés aux représentant(e)s des professeurs et des personnels assimilés sont répartis ainsi qu'il suit entre les secteurs de formation :

- disciplines juridiques, économiques et de gestion: trois sièges ;

- lettres et sciences humaines et sociales : trois sièges ;
- sciences et technologies : sept sièges.

Chaque secteur de formation constitue une circonscription électorale distincte.

Article 30 - Les représentants des personnels habilités à diriger des recherches

Les cinq sièges réservés aux représentant(e)s des personnels habilités à diriger des recherches qui n'appartiennent pas au collège précédent sont répartis ainsi qu'il suit entre les secteurs de formation :

- disciplines juridiques, économiques et de gestion : un siège ;
- lettres et sciences humaines et sociales : un siège ;
- sciences et technologies : trois sièges.

Chaque secteur de formation constitue une circonscription électorale distincte.

Article 31 - Les représentants des docteurs

Les sept sièges réservés aux représentant(e)s des personnels pourvus d'un doctorat n'appartenant pas aux collèges précédents sont répartis ainsi qu'il suit entre les secteurs de formation :

- disciplines juridiques, économiques et de gestion : deux sièges ;
- lettres et sciences humaines et sociales : deux sièges ;
- sciences et technologies : trois sièges.

Chaque secteur de formation constitue une circonscription électorale distincte.

Article 32 - La répartition par listes électorales

Pour l'élection des représentant(e)s des professeurs et personnels assimilés, des personnels habilités à diriger des recherches et des personnels docteurs, l'inscription sur les listes électorales s'effectue en fonction de la section à laquelle les dit(e)s représentant(e)s sont rattachées par la nature de leurs activités :

- disciplines juridiques, économiques et de gestion correspondent aux sections des groupes I et II du CNU ou sections correspondantes du CNRS (idem pour les autres disciplines) ;
- lettres et sciences humaines et sociales correspondent aux sections des groupes III, IV et XII (à l'exception de la section 74 du CNU) ;
- sciences et technologies correspondent aux sections :
- du groupe V du CNU pour les mathématiques et l'informatique
- des groupes VI et VII du CNU et à la section 37 du groupe VIII, pour la physique et la chimie
- du groupe IX du CNU pour les sciences pour l'ingénieur
- du groupe VIII (à l'exception de la section 37), du groupe X et à la section 74 du groupe XII pour les sciences de la Terre et les sciences de la vie.

Article 33 - Le collège des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés

Le/la représentant(e) des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés est élu(e) par un collège unique de l'université.

Article 34 - Le collège des ingénieurs et techniciens

Les quatre représentant(e)s des ingénieurs et techniciens, n'appartenant pas aux collèges précédents, sont élu(e)s par un collège unique de l'université.

Article 35 - Les autres personnels

Les deux représentant(e)s des autres personnels sont élu(e)s au sein d'un collège unique de l'université.

Article 36 - Les représentants des doctorants

Les quatre sièges réservés aux représentant(e)s des doctorants sont répartis ainsi qu'il suit entre les secteurs de formation définis à l'article 31 des présents statuts :

- disciplines juridiques, économiques et de gestion : un siège ;
- lettres et sciences humaines et sociales : un siège ;
- sciences et technologies : deux sièges.

Chaque secteur de formation constitue une circonscription électorale distincte.

Article 37 - Les personnalités extérieures

Les quatre sièges réservés aux personnalités extérieures désignées à titre personnel sont attribués après élection par l'ensemble des autres membres de la commission de la recherche, pour un mandat de quatre ans, renouvelable.

Le quatrième siège de personnalité extérieure est réservé à un représentant(e) du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Les personnalités extérieures comprennent autant de femmes que d'hommes.

Chapitre 5 – La commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU)

Article 38 - La composition de la commission de la formation et de la vie universitaire

La commission de la formation et de la vie universitaire comprend quarante membres :

- seize représentant(e)s des enseignants-chercheurs et enseignants ;
- seize représentant(e)s des usagers ;
- quatre représentant(e)s des personnels administratifs, techniques et de service ;
- quatre personnalités extérieures, dont au moins un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire.

Le/la directeur(trice) du centre régional des œuvres universitaires et scolaires ou son(sa) représentant(e) est invité aux séances de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique sans voix délibérative.

Article 39 - Les représentants des enseignants-chercheurs et des enseignants

Les seize sièges des représentant(e)s des enseignants-chercheurs et des enseignants sont répartis ainsi qu'il suit en raison de leur appartenance à leurs secteurs d'activité de formation et de recherche :

- sièges réservés aux professeurs et personnels assimilés (collège A) : huit
 - Disciplines juridiques, économiques et de gestion : deux sièges
 - Lettres, sciences humaines et sociales : deux sièges
 - Sciences et technologies : quatre sièges
- sièges réservés aux autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés (collège B) : huit
 - Disciplines juridiques, économiques et de gestion : deux sièges
 - Lettres, sciences humaines et sociales : deux sièges
 - Sciences et technologies : quatre sièges.

Article 40 - Les représentants des usagers

Les seize sièges réservés aux représentant(e)s des usagers sont répartis ainsi qu'il suit entre les secteurs de formation de l'université :

- Disciplines juridiques, économiques et de gestion : cinq sièges ;
- Lettres, Sciences Humaines et Sociales : quatre sièges ;
- Sciences et technologies : sept sièges.

Article 41 - Les représentants des personnels administratifs, techniques et de service

Les quatre représentant(e)s des personnels administratifs, techniques et de service sont élu(e)s par un collège unique regroupant l'ensemble des personnels de l'université.

Article 42 - Les personnalités extérieures

Les quatre sièges réservés aux personnalités extérieures de la commission de la formation et de la vie universitaire sont ainsi répartis :

- un(e) représentant(e) d'un lycée public de la Métropole orléanaise ;
- trois personnalités choisies à titre personnel.

Les personnalités proposées par le/la Président(e) du Conseil Académique à titre de personnalités choisies à titre personnel sont élues par l'ensemble des autres membres de la commission de la formation et de la vie universitaire.

Les quatre personnalités extérieures sont élues pour un mandat de quatre ans, renouvelable.

Les personnalités extérieures comprennent autant de femmes que d'hommes.

Article 43 - Les invités

Outre les personnes prévues à l'article L712-7 du code de l'éducation (directeurs(trices) de composantes et de services communs), et outre le/la vice-président(e) étudiant(e), le conseil peut inviter à titre consultatif ou d'expertise, toute personne dont la présence lui semble utile, pour l'examen d'un point précis de l'ordre du jour.

Les invité(e)s ne prennent pas part aux votes.

Chapitre 6 - Le Comité Technique (CT)

Article 44 - Les rôles du comité technique

En application de l'article L951-1-1 du code de l'éducation, est créé un comité technique par délibération du conseil d'administration.

Il est consulté sur les questions relatives :

- à l'organisation et au fonctionnement des services ;
- à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences;
- aux règles statutaires et aux règles relatives à l'échelonnement indiciaire;
- aux évolutions technologiques et de méthodes de travail, et à leur incidence sur les personnels ;
- aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et des critères de répartition y afférents ;
- à la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles ;
- à l'insertion professionnelle ;
- à l'égalité professionnelle, à la parité et à la lutte contre toutes les discriminations ;
- à des projets de statuts particuliers.

Il est consulté sur la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement. Un bilan de la politique sociale de l'établissement lui est présenté chaque année. Il est informé des incidences des principales décisions à caractère budgétaire sur la gestion des emplois.

Le comité technique bénéficie du concours du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dans les matières relevant de sa compétence et peut le saisir de toute question. Ainsi, il examine les questions dont il est saisi par le CHSCT.

Le comité technique est également consulté sur la participation de l'établissement au financement de la protection sociale complémentaire de ses personnels définie par le décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007. Il est composé des membres suivants :

- le/la Président(e) de l'université ;
- le/la directeur(trice) général(e) des services ;
- dix représentant(e)s du personnel (dix membres titulaires et dix membres suppléants).

Le nombre des représentant(e)s du personnel est fixé par l'arrêté ou la décision portant création du comité. Lors de chaque réunion du comité, le/la président(e) est assisté(e) en tant que de besoin par le ou les représentant(e)s de l'administration exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité.

Le comité technique est présidé par le/la président(e) de l'université. Ce(tte) dernier(ère) peut donner délégation au/à la directeur(trice) général(e) des services pour assurer cette présidence.

Chapitre 7 - Le/la Président(e) de l'université, le conseil des directeurs(trices) de composantes, le Bureau, les Vice-président(e)s

Article 45 - Le/la Président(e) de l'université

Le/la président(e) de l'université est élu(e) à la majorité absolue des membres du conseil d'administration.

Le/la Président(e) de l'université est choisi(e) parmi les enseignants-chercheurs, chercheurs, professeurs ou maîtres de conférences, associés ou invités, ou tous autres personnels assimilés, sans condition de nationalité.

Les candidatures peuvent être déposées au plus tard trois jours avant la réunion du conseil d'administration. Elles peuvent être retirées entre chaque tour de scrutin.

Le/la Président(e) ou l'administrateur/trice provisoire convoque le conseil d'administration au moins deux semaines avant la date fixée pour l'élection du/de la Président(e).

Lors de l'élection du/de la Président(e), le conseil d'administration se déroule à huis clos. Le conseil ne peut délibérer que si deux tiers des membres élus sont présents. La séance est présidée par le/la directeur(trice) général(e) des services ou, s'il/elle est indisponible, par le membre du conseil le plus ancien dans le grade le plus élevé, à l'exclusion de tout candidat.

Conformément aux dispositions de l'article L712-2 du code de l'éducation, un membre du conseil d'administration empêché peut s'y faire représenter par un autre membre auquel il donne procuration. Chaque membre du conseil d'administration dispose d'une voix.

Chaque candidat présente son programme, en l'absence du ou des autres candidats, et répond aux questions. Le temps alloué est identique pour chaque candidat. Le vote se fait à bulletin secret.

Si aucun(e) candidat(e) n'obtient la majorité absolue à l'issue de trois tours de scrutin, le conseil devra être à nouveau convoqué au maximum dans les sept jours qui suivent et trois tours de scrutins pourront être à nouveau organisés.

Le mandat du/de la Président(e), d'une durée de quatre ans, expire à l'échéance du mandat des représentant(e)s élu(e)s des personnels du conseil d'administration. Il est renouvelable une fois.

Dans le cas où le/la Président(e) cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit, un(e) nouveau(velle) Président(e) est élu(e) pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre élu(e) du conseil académique, de directeur(trice) de composante, d'école ou d'institut ou de toute autre structure interne de l'université et avec celles de dirigeant(e) exécutif(ve) de tout établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ou de l'une de ses composantes ou structures internes.

Le/la Président(e) peut déléguer sa signature dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L712-2 du code de l'éducation.

En cas d'empêchement provisoire du/de la Président(e), ce(tte) dernier(ère) est suppléé(e), dans le cadre de sa délégation de signature ou de pouvoir, par le/la vice-président(e) en charge du conseil d'administration. A défaut, il/elle est suppléé(e) par le/la directeur(trice) général(e) des services de l'établissement, dans le cadre de sa délégation de signature.

Article 46 - Le conseil des directeurs(trices) de composantes

Le conseil des directeurs(trices) de composantes de l'université est composé des Directeurs(trices) d'UFR, d'Instituts et d'écoles énumérés à l'article 2.

Il est présidé par le/la Président(e) de l'université.

Le/la vice-président(e) du conseil d'administration, le/la président(e) du conseil académique, le/la directeur(trice) général(e) des services sont invité(e)s permanents du conseil des directeurs(trices), avec voix consultative.

Le/la Président(e) invite, compte tenu de l'ordre du jour fixé, toute autre personne dont la présence lui paraît utile et en particulier les coordonnateurs de pôles thématiques conformément à l'article 7.

Les missions du conseil sont les suivantes :

- il participe à la préparation et à la mise en œuvre des délibérations du conseil d'administration et du conseil académique ;
- il examine pour avis les projets de délibérations que le/la président(e) lui soumet, donne son avis sur les décisions que prend le/la Président(e) dans les domaines pour lesquels il a reçu délégation du conseil d'administration ;
- il prépare les débats du conseil d'administration relatifs aux questions relevant des domaines de compétence du conseil académique ;
- il veille à la bonne articulation entre le conseil d'administration, le conseil académique et le conseil des directeurs(trices) et à la bonne information des membres de ces conseils ;
- il participe à l'élaboration des Contrats Internes d'Objectifs et de Moyens des composantes et des conditions de leur application.

Article 47 - Le bureau

Dans l'exercice de ses missions, le/la Président(e) de l'université est assisté d'un bureau.

Le bureau est composé de onze membres, dont neuf issus du conseil d'administration et du conseil académique :

- le/la président(e) ;
- la/le Vice-Président(e) du conseil d'administration ;
- la/le Président(e) du conseil académique ;
- la/le Vice-Président(e) Etudiant(e) ;
- un(e) représentant(e) du Conseil des directeurs(trices) ;
- un(e) représentant(e) enseignant-chercheur élu(e) du conseil d'administration ;
- un(e) représentant(e) enseignant-chercheur élu(e) du conseil académique ;
- un(e) représentant(e) BIATSS élu(e) du conseil d'administration ;
- un(e) représentant(e) étudiant(e) élu(e) du conseil d'administration ou élu(e) du conseil académique ;
- une personnalité extérieure du conseil d'administration ou du conseil académique ;
- ainsi que le/la directeur(trice) général(e) des services.

Les membres du bureau issus du conseil d'administration sont élus par le conseil d'administration sur proposition du/de la président(e).

Les membres du bureau issus du conseil académique sont élus par le conseil académique sur proposition de son/sa président(e).

Le mandat du bureau prend fin avec celui du/de la président(e) de l'université ou à chaque renouvellement général des conseils. Lorsqu'un membre du bureau doit être remplacé, son remplaçant est désigné suivant les modalités ci-dessus.

Article 47 bis – Le comité électoral consultatif

Dans l'exercice de sa mission d'organisation des opérations électorales, le/la président(e) de l'université est assisté(e) du comité électoral consultatif.

Les décisions du/de la président(e) de l'université relatives au déroulement du processus électoral sont soumises, pour avis, au comité électoral consultatif.

Le comité électoral consultatif est composé comme suit :

- le/la président(e) de l'université ;
- les représentants(es) de chaque collège électoral de personnels (A, B et BIATSS) désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration ;
- les représentants(es) du collège électoral des usagers désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration ;
- un(e) représentant(e) désigné(e) par le/la recteur(rice) d'académie ;
- lorsqu'ils sont connus, les délégués des listes de candidats.

Le comité électoral consultatif peut inviter à ses débats toute personne dont la présence lui semble utile.

Article 48 - La/le vice-président(e) étudiant(e)

La/le vice-président(e) étudiant(e) du conseil académique est élu(e) au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, par l'ensemble des membres élus présents et représentés du conseil académique, parmi les étudiant(e)s élu(e)s au sein de la commission de la formation et de la vie universitaire.

Elle/il est invité(e) permanent(e) des séances du conseil académique et de ses commissions.

Elle/il est la/le porte-parole de l'Assemblée des élu(e)s étudiant(e)s et un(e) interlocuteur(trice)/ privilégié(e) du /de la président(e) et de l'exécutif de l'université.

Le mandat de la/du vice-président(e) étudiant(e) s'achève avec celui des membres étudiants du conseil d'administration et du conseil académique.

Article 49 – Les présidents et vice-présidents des conseils centraux

Le conseil d'administration est présidé par le président de l'université.

Le conseil d'administration élit un(e) vice-président(e) à la majorité absolue des membres élus présents et représentés du conseil, parmi les enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés en fonction dans l'établissement.

Le conseil académique élit un(e) président(e) à la majorité absolue des membres élus présents et représentés du conseil, parmi les enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés en fonction dans l'établissement.

La commission de la formation et de la vie universitaire et la commission de la recherche du conseil académique élisent respectivement un(e) vice-président(e) « Formation » et un(e) vice-président(e) « Recherche », dans les mêmes conditions que celles décrites à l'alinéa précédent.

Le/la président(e) de l'université peut proposer des candidats(es) à la vice-présidence du conseil d'administration et à la présidence du conseil académique, à la vice-présidence de la commission de la formation et de la vie universitaire, et à la commission de la recherche du conseil académique.

Par ailleurs, tout enseignant-chercheur, enseignant, chercheur ou personnel assimilé en fonction dans l'établissement peut faire acte de candidature à la vice-présidence du conseil d'administration et à la présidence du conseil académique.

Le/la président(e) du conseil académique peut proposer des candidats à la vice-présidence de la commission de la formation et de la vie universitaire et de la commission de la recherche du conseil académique, parmi les enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés en fonction dans l'établissement.

Le/la président(e) du conseil académique préside ce conseil ainsi que ses deux commissions.

Il/elle a en charge la synthèse des travaux du conseil et prépare ses réunions, dans toutes ses formations.

Chacun(e) des vice-président(e)s des commissions du conseil académique prépare et rapporte les travaux de la commission relevant de sa compétence.

Les mandats de ces vice-président(e)s et du/de la président(e) du conseil académique s'achèvent avec celui des membres des collèges de personnels du conseil d'administration et du conseil académique.

Le/la président(e) de l'université peut désigner, parmi les enseignants-chercheurs et personnels assimilés, enseignants et chercheurs ou les personnels BIATSS en fonction dans l'établissement, d'autres vice-président(e)s ou chargé(e)s de mission, auxquels il assigne des domaines de compétence spécifiques, chargé(e)s de l'assister dans la mise en œuvre de la politique de l'établissement.

Le/la président(e) de l'université en informe préalablement le conseil d'administration et le conseil académique.

Les fonctions de ces vice-président(e)s prennent fin à l'entrée en fonction d'un(e) nouveau(velle) président(e).

Le conseil académique adopte son règlement intérieur, qui prévoit notamment les modalités de définition de l'ordre du jour des réunions et les conditions de son information sur les dossiers qui lui sont soumis.

Le/la président(e) du conseil académique et les vice-président(e)s des commissions du conseil académique sont garant(e)s de la mise en œuvre de ce règlement intérieur.

Article 50 - Les chargé(e)s de mission

Le/la Président(e) de l'université peut nommer des chargé(e)s de mission, dans un domaine déterminé relevant de ses prérogatives. Il en informe les membres des conseils de l'université.

Les fonctions de chargé(e) de mission prennent fin à l'entrée en fonction d'un(e) nouveau/elle Président(e).

Chapitre 8 - L'assemblée des élus étudiants

Article 51 - La composition de l'assemblée

L'assemblée des élu(e)s étudiant(e)s est composée des élu(e)s étudiant(e)s des deux conseils de l'université, ainsi que des élu(e)s étudiant(e)s des composantes de l'université.

Elle peut inviter les responsables d'associations étudiantes, avec voix consultative, si elle l'estime utile. Ces derniers sont alors convoqués par le/la vice-président(e) étudiant(e) après approbation du bureau de l'assemblée étudiante.

L'assemblée est présidée par la/le vice-président(e) étudiant(e) ou, en son absence, par le/la secrétaire général(e) de l'assemblée étudiante.

Le bureau de l'assemblée est composé de la / du vice-président(e) étudiant(e), du/de la secrétaire général(e) et des responsables des commissions de l'assemblée.

Dans le souci de coordonner ses actions avec celles du CROUS, l'assemblée peut inviter la/le vice-président(e) étudiant(e) du CROUS d'Orléans-Tours aux réunions du bureau de cette assemblée.

Les modalités détaillées de fonctionnement de l'assemblée sont arrêtées dans une charte approuvée par le conseil d'administration.

Article 52 - Les missions de l'assemblée

L'assemblée constitue un cadre de concertation permanent entre tous(tes) les élu(e)s étudiant(e)s de l'université.

Elle adresse des propositions aux instances universitaires par l'intermédiaire de la / du vice-président(e) étudiant(e).
Le/la Président(e) de l'université peut par ailleurs consulter l'assemblée sur un sujet intéressant la vie étudiante.

Chapitre 9 - ORGANISATION DES ELECTIONS

Article 53 - La date des élections des conseils

Le/la Président(e) de l'université fixe la date des élections des conseils. Il convoque le corps électoral vingt jours au moins avant le scrutin.

Un arrêté du Président fixe le calendrier et la date de début de la campagne électorale.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 54 - Le règlement intérieur

Le conseil d'administration adopte à la majorité de ses membres en exercice un règlement intérieur qui précise en particulier, en tant que de besoin, les modalités d'application des présents statuts.

Article 55 - La publication des délibérations du conseil d'administration

Les délibérations du conseil d'administration sont publiées sur l'intranet de l'université, dans le délai d'un mois après leur vote.

Article 56 - La révision des statuts

Sur proposition du/de la Président(e) de l'université ou de la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'une des commissions du conseil académique, le conseil d'administration peut modifier les statuts de l'université par une délibération recueillant la majorité absolue de ses membres en exercice.

La modification est discutée au conseil d'administration dans un délai maximum de trois mois suivant la proposition de modification.

Statuts approuvés par le conseil d'administration de l'université le 3 juin 2022.

Le Président de l'Université d'Orléans

A blue ink signature, appearing to be 'Eric Blond', written in a cursive style.

Éric BLOND

ANNEXE N°1 : Liste des laboratoires par Pôle Thématique

Type	Intitulé de l'équipe	Sigle
Energie, Matériaux, Système Terre Espace		
UMS 3116	Unité Mixte de service de l'Observatoire des Sciences de l'Univers en région Centre	OSUC
UMR 7327	Institut des Sciences de la Terre d'Orléans	ISTO
UMR 7328	Laboratoire de Physique et Chimie de l'Environnement et de l'Espace	LPC2E
USR 704	Station de Radioastronomie de Nançay	USR Nançay
EA 4229	Laboratoire Pluridisciplinaire de Recherche en Ingénierie des Systèmes, Mécanique, Énergétique (Département Fluides, Énergie, Combustion, Propulsion - FECP)	PRISME - FECP
UMR 7344	Groupe de Recherches sur l'Énergie des Milieux Ionisés	GREMI
UPR 3079	Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute Température et Irradiation	CEMHTI
UPR 3021	Institut de Combustion, Aérodynamique, Réactivité, Environnement	ICARE
UMR 7374	Interfaces, Confinement, Matériaux et Nanostructures	ICMN
EA 7494	Laboratoire de Mécanique « Gabriel Lamé »	LaMé
Humanités, Cultures, Sociétés		
EA 1212	Centre de Recherche Juridique Pothier	CRJ POTHIER
EA 1210	Centre d'Études sur le Développement des Territoires et Environnement	CEDETE
EA 4710	Pouvoirs, Lettres, Normes	POLEN
EA 4709	RÉception et MÉdiation de Littératures et de Cultures Étrangères et comparées	REMELICE
UMR 5060	Institut de Recherche sur les Archéomatériaux-Centre Ernest-Babelon	IRAMAT
EA 7493	Équipe de Recherche sur les Contextes et Acteurs de l'Éducation	ERCAE
EA 6296	VAL de LOire REcherche en Management	VALLOREM
USR 3501	Maison des Sciences de l'Homme Val de Loire	MSH VDL

Type	Intitulé de l'équipe	Sigle
Modélisation, Systèmes et Langages		
EA 4229	Laboratoire Pluridisciplinaire de Recherche en Ingénierie des Systèmes, Mécanique, Énergétique (Département Images, Robotique, Automatique et Signal - IRAuS)	PRISME - IRAuS
EA 4022	Laboratoire d'Informatique Fondamentale d'Orléans	LIFO
UMR 7013	Institut Denis Poisson	IDP
UMR 7270	Laboratoire Ligérien de Linguistique	LLL
UMR 7322	Laboratoire d'Économie d'Orléans	LEO
Sciences Biologiques et Chimie du Vivant		
EA 4708	Imagerie Multimodale Multiéchelle et Modélisation du Tissu Osseux et articulaire	I3MTO
EA 1207	Laboratoire de Biologie des Ligneux et des Grandes Cultures	LBLGC
EA 4532	Complexité, Innovation, Activités Motrices et Sportives	CIAMS
UMR 7311	Institut de Chimie Organique et Analytique	ICOA
UMR 7355	Immunologie et Neurogénétique Expérimentales et Moléculaires	INEM
UPR 4301	Centre de Biophysique Moléculaire	CBM

ANNEXE N°2 : Rattachement des personnels et usagers aux grands secteurs de formation de l'université d'Orléans pour les élections aux conseils centraux

Rattachement des personnels aux grands secteurs de formation :

1. Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants du second degré de l'université sont rattachés, pour les élections aux conseils centraux, aux trois grands secteurs de formation de la manière suivante :

Répartition des enseignants-chercheurs :

Secteurs de formation	Disciplines juridiques, économiques et de gestion	Lettres et sciences humaines et sociales	Sciences et technologies
Sections CNU	N°1 à 6	N° 7 à 24 N° 70 à 73	N° 25 à 69 N° 74

Répartition des enseignants du second degré :

Secteurs de formation	Disciplines juridiques, économiques et de gestion	Lettres et sciences humaines et sociales	Sciences et technologies
Sections agrégation	Economie et gestion Sciences économiques et sociales	Arts Géographie Histoire Langues vivantes étrangères Lettres classiques Lettres modernes Philosophie	Biochimie-génie biologique Education physique et sportive Mathématiques Physique Sciences de la vie – sciences de la Terre et de l'univers Sciences industrielles de l'ingénieur
Sections CAPES/CAPES CPE	Sciences économiques et sociales	Arts plastiques Documentation Education musicale et chant choral Histoire et géographie Langues vivantes étrangères Lettres Philosophie CPE	Mathématiques Physique-chimie Sciences de la vie et de la Terre Education physique et sportive
Section CAPET	Economie et gestion	Langues vivantes-lettres Lettres-histoire	Biotechnologie Sciences industrielles de l'ingénieur
Section CAPLP	Economie et gestion		Biotechnologies Génie civil Génie électrique Génie industriel Génie mécanique Mathématiques-physique chimie

2. Les chercheurs sont rattachés selon les sections du CNRS correspondantes aux sections CNU.
3. Les personnels enseignants du 1^{er} degré sont rattachés au secteur « Lettres et sciences humaines et sociales ».
4. Les personnels scientifiques des bibliothèques sont rattachés au principal secteur disciplinaire de leur bibliothèque d'affectation.

Rattachement des usagers aux grands secteurs de formation :

Secteur	Composante d'inscription
Disciplines juridiques, économiques et de gestion	UFR DEG Ecole doctorale Sciences de l'Homme et de la Société IUT d'Orléans IUT de Bourges IUT de Chartres IUT de l'Indre
Lettres et sciences humaines et sociales	UFR LLSH INSPE Centre-Val de Loire-Académie d'Orléans-Tours Ecole doctorale Sciences de l'Homme et de la Société
Sciences et technologies	UFR Sciences et Techniques IUT d'Orléans IUT de Bourges IUT de Chartres IUT de l'Indre OSUC Polytech Orléans Ecole Universitaire de Kinésithérapie en région Centre-Val de Loire (EUK CVL) Ecole doctorale Santé, Sciences Biologiques et Chimie du Vivant Ecole doctorale Energie - Matériaux - Sciences de la Terre et de l'Univers Ecole doctorale Sciences de l'Homme et de la Société